



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2987
31 octobre 2025
1,50 € • DOM: 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Pendant le cirque parlementaire L'offensive patronale continue



JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN AFP

**Côte d'Ivoire,
Cameroun**
**Continuité
de l'impérialisme**

Page 16

**Parti socialiste,
Lecornu**
**Taxer les patrons
à 0 % ?**

Page 3

**Enfants
handicapés**
**Il manque
les encadrants**

Page 7

Leur société

- Taxe Zucman « light » 3
- RSA : l'État mène la guerre aux pauvres 3
- « Menace russe » : un général en campagne 4
- Dassault : les amis de mes amis 4
- RN : pas touche aux riches 4
- Pacte Dutreil : un gros cadeau 5
- Parlement : au service de sa majesté 5
- Permis de conduire limité 6
- Carburant B100 : une niche 6
- Maternité des Lilas : effacement d'un symbole 6
- Handicap à l'école : enfants et salariés sacrifiés 7
- Énergie : explosion des prix 7
- Nos lecteurs écrivent 7
- Émeutes de 2005 : rien n'a changé, sinon en pire 12
- Collectivités locales : dotations réduites 12

Dans le monde

- Ukraine et Russie : la guerre, une aubaine pour certains 8
- États-Unis : 70 milliards de profits, 30 000 licenciements chez Amazon 8
- Argentine : les raisons du succès électoral de Milei 9
- Les résultats de l'extrême gauche trotskyste 9
- Guatemala : Perenco, gangster de l'or noir 9
- OTAN : les profiteurs de guerre 9
- D'une COP à l'autre 10
- Nexperia : guerre commerciale aux dépens des travailleurs 10
- Côte d'Ivoire : continuité au service de l'impérialisme 16
- Cameroun : simulacre d'élection 16
- OMS : coupes budgétaires criminelles 16

Il y a 110 ans

- Septembre 1915, Zimmerwald : l'internationalisme contre la boucherie impérialiste 11

Dans les entreprises

- Stellantis : bras de fer entre chauffeurs et direction 13
- Stellantis - Poissy 13
- Échos des entreprises 13
- Suntary 13
- Vacances scolaires : la laïcité n'est pas de saison 13
- Brandt Saint-Jean-de-la-Ruelle 14
- TI SNCF - Rennes 14
- Apprentis 14
- Arabelle - Belfort 15
- Novasco - Hagondange 15

Agenda

- Cercle Léon Trotsky et fêtes régionales 3

Les nôtres

- Notre camarade René Marmaros 5

Pendant le cirque parlementaire, l'offensive des capitalistes continue

Il n'aura pas fallu longtemps pour en avoir la confirmation : la « suspension » de la réforme des retraites est une arnaque. Les générations nées en 1964 et 1965 gagneront trois mois de retraite et un trimestre de cotisation puis la réforme se poursuivra.

Et encore, les salariés en carrières longues sont exclus de la suspension sous prétexte qu'ils auraient été bien servis par la réforme Borne. « On ne peut pas avoir fromage et dessert », a lancé un haut fonctionnaire plein de mépris. Pour les riches, c'est menu trois étoiles tous les jours, apéritif et digestif inclus, mais pour un travailleur qui a commencé à 17 ou 18 ans, partir un peu plus tôt serait un privilège !

Il faut la crapulerie des dirigeants du PS et de certains chefs syndicaux pour présenter ce tour de passe-passe comme « une grande victoire pour les travailleurs ».

Cette manœuvre n'avait pas d'autre objectif que de permettre à Lecornu de présenter le budget de combat contre le monde du travail que les marchés financiers exigent.

Les retraités verront leurs pensions gelées et l'abattement de 10 % sur leurs revenus supprimé. Les malades subiront le doublement des franchises médicales et de nombreux déremboursements. Les fonctionnaires, c'est-à-dire les employés territoriaux, les enseignants, les hospitaliers, verront leurs salaires bloqués tandis que de nombreux postes seront supprimés dans les services utiles à la population. Il faudra sans doute ajouter le gel du barème des impôts, celui des prestations sociales et une multitude d'attaques qui se nicheront dans les petites lignes de ce budget patronal.

Certes, depuis une semaine, les députés s'agitent en prétendant modifier la copie. Sur le mode « retenez-moi ou je fais un malheur si vous n'introduisez pas une pincée de taxe sur les riches », le PS menace de censurer. Puis il négocie en coulisses avec le gouvernement, qui lui-même ne veut pas froisser la droite.

Au-delà de leurs postures, tous les partis qui se disputent pour gouverner, y compris LFI ou le RN qui ont voté la censure, partagent le même respect pour les intérêts des capitalistes. Tous répètent qu'il faut « améliorer la compétitivité de la France », ce qui revient à mettre le budget de l'État à la disposition de la bourgeoisie française.

Dans cette période de crise et de guerre commerciale qui menace de se transformer en guerre

tout court, les capitalistes ne connaissent qu'un seul moyen pour augmenter la compétitivité : attaquer les conditions d'existence des travailleurs, supprimer des emplois, intensifier le travail de ceux qui restent, baisser les salaires.

Pendant que les parlementaires palabrent, des groupes richissimes comme Michelin, Stellantis, ExxonMobil ferment des usines avec toutes les conséquences chez les sous-traitants, les prestataires, les intérimaires. Avant l'été, la CGT avait dénombré 381 plans de licenciements en cours dans le pays. Des dizaines de milliers d'emplois sont supprimés dans la chimie, l'automobile, le commerce, la grande distribution, le bâtiment. Ils s'ajoutent aux 65 000 faillites de petites entreprises depuis un an.

Au total, des centaines de milliers de travailleurs sont en train de perdre leur gagne-pain. Ils voient leurs ressources s'effondrer alors que les prix, à commencer par ceux de l'alimentaire, continuent de flamber. La longue cohorte de ceux qui sont obligés de compter chaque euro pour vivre s'allonge.

Et pendant ce temps, les profits des entreprises battent des records. Le cours des actions s'envole à la Bourse. Le nombre de milliardaires explose. Ceci explique cela. C'est pour assurer la fortune d'une poignée de familles toujours plus riches que ceux qui produisent toutes les richesses, ceux qui font fonctionner toute la société jour après jour, sont exploités davantage, sous-payés ou jetés au chômage.

Ce n'est ni une loi éternelle ni une fatalité. C'est le résultat de la lutte de classe que mène la bourgeoisie avec une conscience aiguë de ses intérêts.

Pour défendre leurs conditions d'existence, c'est-à-dire le droit pour tous à un emploi avec un salaire qui permette de vivre dignement, les travailleurs n'auront pas d'autre choix que d'engager le combat contre la classe des capitalistes sans attendre un sauveur suprême. Ensemble, ils en ont la force, parce qu'ils sont indispensables pour faire tourner la machine économique.

Mais pour cela, ils doivent retrouver la conscience de former une même classe, unie par-delà leurs entreprises, leurs statuts, leurs origines et même les frontières. Une classe puissante capable de diriger la société à la place de la classe capitaliste qui emmène cette société vers le précipice.

Nathalie Arthaud



Manifestation contre la réforme des retraites à Lyon, en janvier 2020.

Taxe Zucman "light" : le PS ménage la stabilité... et les riches

Soucieux de préserver la stabilité gouvernementale sans donner l'impression de s'aligner totalement sur Lecornu, le PS a proposé d'inclure dans le budget 2026 une version allégée de la taxe Zucman. Ce serait, pour lui, une contrepartie acceptable pour sa non-censure du gouvernement.

Dans la version originale, l'économiste Gabriel Zucman préconisait que, à partir d'un patrimoine de 100 millions d'euros, les grandes fortunes paient chaque année un impôt total équivalant à 2 % de leur richesse, biens professionnels inclus. Selon lui, cette taxe aurait concerné environ 1 800 foyers fiscaux et rapporté quelque 20 milliards d'euros à l'État. Cela n'aurait pas écorné la fortune des familles de la grande bourgeoisie, dont les 500 plus riches cumulent en 2025 un patrimoine de 1 130 milliards d'euros. Mais les grands capitalistes français avaient poussé des hauts cris,

Bernard Arnault accusant Zucman d'être un militant d'extrême gauche voulant « mettre à terre l'économie française ».

Dans la version « light », le seuil de fortune imposable serait abaissé à 10 millions d'euros et le taux augmenté à 3 % mais les entreprises dites innovantes et les entreprises familiales seraient exonérées. Le rendement fiscal ne serait plus que de 5 à 7 milliards d'euros, ce qui n'empêche pas le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud, de parler d'une « mise à contribution sérieuse des très hauts revenus, des hauts patrimoines, des

multinationales » !

Comme l'a déclaré Zucman lui-même, instaurer des possibilités d'exonération revient à ouvrir la boîte de Pandore : « Les personnes fortunées sont bien conseillées et elles risquent d'exploiter ces échappatoires pour échapper à l'impôt. » Il a également rappelé que le taux effectif d'imposition des milliardaires français était d'environ 0,005 % lors de l'abolition par Macron de l'Impôt sur la fortune (ISF), conçu par la gauche de telle sorte que les plus riches trouvaient sans difficulté le moyen de ne pas le payer.

Le PS n'a pas plus pour objectif aujourd'hui qu'hier de faire payer les riches. Il veut seulement se distinguer un peu des macronistes et de la droite, tout en restant responsable vis-à-vis de la bourgeoisie, c'est-à-dire en participant à l'élaboration et au vote du budget et en permettant



au gouvernement Lecornu de durer. Pour l'heure, celui-ci ne lui renvoie pas l'ascenseur pour son soutien : il s'est prononcé contre la taxe, même dans sa version allégée. Il a certes, en revanche, mis en avant le maintien de la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises mais, en réalité, il l'a réduite. Mise en place en 2025, cette surtaxe censée être exceptionnelle avait permis à l'État d'encaisser 8 milliards d'euros. Le budget 2026 initial devait la reconduire à hauteur de 4 milliards ; dans une version amendée, adoptée par l'Assemblée nationale le 27 octobre, elle devrait finalement rapporter 6 milliards. Il s'agit

donc bien d'une baisse par rapport à 2025. En outre, le gouvernement a fait adopter une nouvelle baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), soit 1,3 milliard d'euros d'impôts sur les entreprises en moins.

D'ici l'adoption définitive du budget, les rebondissements et tractations ne manqueront pas. D'autres faux-semblants fiscaux seront probablement encore vantés comme des gestes de justice, toujours sans toucher aux fortunes capitalistes. Les vrais efforts ne manqueront pas mais ils seront encore et toujours demandés aux classes populaires.

Claire Dunois

RSA : l'État mène la guerre aux pauvres

Un rapport de l'ONU vient de déplorer le durcissement des conditions d'attribution du RSA en France et la possibilité de réduire le montant des allocations voire de les supprimer temporairement à titre de sanction.

Parallèlement, des associations et des syndicats attaquent l'État français en justice sur les sanctions à l'encontre des chômeurs et des allocataires du RSA.

La plainte s'appuie sur la différence de traitement entre les départements et dénonce en particulier la menace sur « ce qui est un revenu minimum d'existence ». Le RSA est de 646 euros par mois pour une personne seule. Ce revenu est amputé

d'une partie de l'aide au logement et d'une partie des pensions alimentaires, et s'il permet de survivre, c'est bien en dessous du seuil de pauvreté.

Depuis le 1^{er} janvier, l'ensemble des allocataires peuvent se voir imposer 15 heures d'activité mensuelle, ce que le ministère présente comme « un élément de l'engagement co-construit entre la personne et l'organisme référent ». Ces heures peuvent être des stages en

entreprise ou la participation à des activités associatives. Elles ne sont pas censées remplacer des bénévoles, même si elles les concurrencent parfois. En principe, l'allocataire qui ne respecte pas ses engagements est sanctionné. Mais, en fait, peu de départements réussissent à trouver ces fameuses 15 heures d'activité à accomplir pour l'ensemble des allocataires et l'administration est bien incapable d'évaluer le nombre d'entre eux qui auraient retrouvé un emploi grâce à ce dispositif.

Ces mesures font partie d'une campagne politique qui présente ceux qui n'ont

pas de travail comme des faîneants qui n'ont pas le courage de « traverser la rue », selon les mots de Macron. Les demandeurs d'emploi sont ainsi désignés comme les uniques responsables de leur situation, exonérant ainsi la politique de l'État et, surtout, la vague permanente de licenciements organisée par les patrons.

Les menaces de sanction exercent une forte pression sur les demandeurs d'emploi. Certains renoncent à percevoir le RSA du fait de la complexité administrative mais aussi pour échapper à cette surveillance. Ce serait le cas de plus d'un tiers des

ménages en situation de pauvreté. D'autres reprennent un emploi au détriment de leur santé. Cette politique vis-à-vis des allocataires et des chômeurs se traduit en outre, et c'est l'un de ses buts, par une pression accrue sur les salaires de ceux qui ont un emploi fixe comme de ceux qui vont de mission en contrat.

En fin de compte, la guerre permanente menée contre les travailleurs fait ou fera passer chacun par toutes les situations et finira par les unir dans une même révolte contre le capital.

Inès Rabah

Fêtes régionales

Compiègne

Samedi 15 novembre
à partir de 16 heures
Salle des fêtes
de Margny-lès-Compiègne
461, rue de la République

Caen

Samedi 15 novembre
de 14 heures à 22 h 30
Place
Domaine-Aubourg

Dijon

Dimanche 16 novembre
à partir de 11 heures
à 15 h 30 : débat avec
Nathalie Arthaud
Espace Tabourot,
à Saint-Apollinaire

Fourmies

Dimanche 16 novembre
de 11 heures à 17 heures
Espace Mandela



Cercle Léon Trotsky

**États-Unis :
un autoritarisme
au service du grand capital**

Samedi 8 novembre à 15 heures

Théâtre de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

“Menace russe” : un général en campagne

Auditionné le 22 octobre à l'Assemblée nationale, le général Mandon, nouveau chef d'état-major des armées, a déclaré : « l'armée française doit être prête à un choc avec la Russie dans trois ou quatre ans ».

Ce général venait s'assurer que les députés ne rateront pas la hausse de 6,7 milliards d'euros promise pour le budget 2026 de l'armée, alors qu'ils taillent dans les budgets les plus utiles à la population. Il peut être rassuré : alors que les divers groupes parlementaires se disputent pour savoir de quel montant il faut amputer le budget de la Santé ou des collectivités, ils sont tous d'accord, LFI et RN inclus, pour augmenter de 13 % le budget militaire, porté au total à 57 milliards.

Pour justifier ces augmentations, le précédent chef d'état-major, Thierry

Burkhard, répétait qu'il fallait « gagner la guerre avant la guerre », ce qui signifiait que « les armées doivent montrer leurs forces et leur aptitude à s'engager dans un affrontement de haute intensité ». Il désignait, lui aussi, la Russie comme l'ennemi principal, tout en affirmant le 4 juillet « que la France n'était pas menacée de se faire attaquer directement et lourdement sur le territoire national ».

À nouveau gradé en chef, nouveau style ! La menace russe n'a pas plus de réalité aujourd'hui qu'il y a six mois. Les chars russes ne sont ni aux portes de Paris ni à celles de Berlin, et

même pas aux portes de Kiev. Au prix de centaines de milliers de victimes, la guerre en Ukraine s'éternise depuis bientôt quatre ans sans que les troupes de Poutine aient réussi à l'emporter. Si Mandon, accompagné par tous les experts des plateaux de télévision, brandit en permanence la menace russe, c'est, un peu, pour justifier la hausse des dépenses militaires, et, beaucoup, pour mettre la population en condition.

Car si la menace russe est mise en scène, la marche vers une guerre « de haute intensité », c'est-à-dire pouvant engager des centaines de milliers de soldats, est bien en route. S'ils ne savent pas qui seront les belligérants, tous les états-majors



des pays occidentaux s'y préparent. Or le cas de l'Ukraine le démontre : une telle guerre exige des armes et du matériel sophistiqué en très grande quantité et surtout le sacrifice de centaines de milliers de soldats. Le 13 juillet, en prenant ses fonctions, le général Mandon l'a dit crûment : « la jeunesse

doit accepter les sacrifices, jusqu'au sacrifice ultime ». Devant les députés, son adjoint, le chef de l'armée de Terre, Pierre Schill, a été encore plus clair en déclarant : « J'ai besoin d'une masse importante. » Quelques jours avant, sur LCI, le même disait : « Je n'exclus pas le retour du service militaire. »

Dans de nombreux pays, les dirigeants discutent des voies et des moyens de disposer de réserves de soldats formés et prêts à aller se faire tuer ou mutiler. Le service militaire systématique étant estimé trop coûteux, difficile à gérer et pas très efficace, ils cherchent d'autres solutions. En France, les galonnés voudraient pouvoir disposer en 2035 de 105 000 réservistes contre 45 000 à ce jour.

Pousser la jeunesse vers l'armée, lui enfoncer dans la tête l'idée qu'elle devra se sacrifier pour la patrie, voilà ce qui se cache derrière la campagne sur la menace russe.

Xavier Lachau

Dassault : les amis de mes amis

Le quotidien *Le Monde* du dimanche 26 octobre a consacré une pleine page à Éric Trappier, PDG de Dassault Aviation et président de l'UIMM, le puissant syndicat patronal de la métallurgie. Il titrait : « Éric Trappier, un PDG de combat pour Dassault. »

Il est bien vrai que Trappier n'a cessé de défendre les intérêts de la famille du même nom. Il réitère en ce moment le chant de retirer Dassault

du projet européen du futur SCAF (Système de combat aérien du futur) si l'entreprise n'est pas à la tête du programme, s'appuyant sur le succès du Rafale, « le meilleur avion au monde », pour affirmer que Dassault peut très bien se passer des autres pour réussir.

Vient ensuite la liste des bonnes relations entretenues par la famille et lui-même avec les dirigeants politiques de

tous bords. Décoré en mai dernier de la médaille de commandeur de la Légion d'honneur, par Sébastien Lecornu, Éric Trappier s'enorgueillit d'avoir des bons contacts avec l'ensemble du monde politique en France, du RN à LFI. Mélenchon s'était même payé le luxe d'assister à l'enterrement d'Olivier Dassault en 2021. Il vient d'en remettre une couche en affirmant son « soutien à Dassault » dans

la guéguerre autour du SCAF, afin de donner à la France la « priorité à l'indépendance et à la souveraineté pour se défendre ».

La dépendance de la famille Dassault à l'égard de l'argent public que ses entreprises reçoivent depuis des décennies, tous gouvernements confondus, est bien connue. Trappier ne fait que poursuivre le chemin que ses maîtres ont tracé.

Michel Cortaud

RN : pas touche aux riches, même sur le papier

Alors que le cirque parlementaire bat son plein, le Rassemblement national a délivré, jeudi 23 octobre, un projet de contre-budget à celui de Lecornu II.

Sans surprise, le RN rejette avec horreur l'idée même de prendre sur les richesses des capitalistes. Il repousse de son contre-projet le doublement de la taxe exceptionnelle sur le transport maritime qui vise exclusivement CMA CGM et son patron milliardaire Rodolphe Saadé. De même, toute remise en cause, et même tout contrôle du « pacte Dutreil » a été écarté par le RN. Adopté en 2003 sous Chirac sous prétexte d'aider les petites entreprises, cet allègement fiscal sur la transmission aide

surtout les plus grosses à garder des milliards dans le giron de familles tout à fait bourgeoises. En revanche il promet des baisses d'impôts aux plus riches : la cotisation foncière des entreprises allant aux collectivités locales serait supprimée ainsi que la cotisation des entreprises sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Le RN parle aussi de réduire les dépenses de l'État, en réduisant le nombre de fonctionnaires dans les services utiles à la population.

Ce discours ressemble comme deux gouttes d'eau à

celui des autres partis bourgeois. Pour cacher comme il peut cette réalité, le RN agite l'idée de réaliser des milliards d'économies en diminuant ce qui serait versé à l'Union européenne et en s'attaquant aux travailleurs immigrés ainsi qu'aux associations. Mais derrière cet écran de fumée, le message de Le Pen et Bardella est clair comme de l'eau de roche : il faut que les intéressés sachent que jamais, au grand jamais, ils ne s'en prendront aux grandes fortunes, même si les impôts n'ont jamais étranglé aucun résident de la villa Montmorency si chère à Sarkozy.

Boris Savin



Pacte Dutreil : un gros cadeau pour les gros héritiers

Dans le contexte des débats sur le budget, la Cour des comptes a rendu un rapport critique sur le pacte Dutreil. Ce dispositif législatif permet aux héritiers d'entreprises dites familiales de ne payer quasiment rien en impôt sur leur transmission.

Vieille de plus de vingt ans, cette loi permet de diminuer de 75 % la valeur de l'entreprise sur laquelle est calculé l'impôt dû en cas d'héritage, « le droit de mutation à titre gratuit ». En échange de ce beau cadeau, les bénéficiaires de la donation ou de la succession doivent s'engager à ne pas revendre l'entreprise pendant plusieurs années. Car bien entendu, cette loi en faveur des riches prend prétexte de favoriser l'existence des petites entreprises prétendument trop taxées.

La Cour des comptes estime que le nombre de transmissions d'entreprises

bénéficiant du pacte a doublé depuis 2013 et cela représente un vrai pactole. En 2024, les héritiers de ces entreprises ont gardé pas moins de 5,5 milliards d'euros que le fisc n'a pas encaissés ! Et comme il se doit, ce sont les plus grosses entreprises, ayant entre 500 et 5 000 salariés ou encore plus, qui ont le plus profité du pacte Dutreil. Autrement dit, seuls 1 % des héritiers d'entreprises familiales ont raflé presque les deux tiers du butin.

Comme il se doit encore, le rapport montre que les héritiers qui ont bénéficié de cette diminution

d'impôts n'ont pas plus investi dans leurs entreprises et n'ont pas plus créé d'emplois que les autres possédants. En un mot comme en cent, il s'agit d'un cadeau sans contrepartie aux plus riches, ce que la Cour des comptes chuchote en jugeant le pacte Dutreil « inefficace ». Elle va jusqu'à envisager de le réformer partiellement pour qu'il coûte un peu moins cher, alors que le gouvernement cherche partout des économies budgétaires. Il pourrait s'agir de ne plus prendre en compte les biens non professionnels comme les immeubles ou les œuvres d'art ou d'allonger le délai pendant lequel l'entreprise ne peut être transmise, ou de réduire un peu l'allègement fiscal au cas où l'entreprise serait revendue juste à l'expiration du délai.

À ces seules propositions, le Medef crie déjà au scandale et annonce que des milliers de petites entreprises risqueraient de passer « sous contrôle étranger » si le dispositif

était diminué.

Les capitalistes n'héritent pas seulement de milliards mais aussi des mensonges et de l'art du chantage !

Hélène Comte

Parlement : au service de sa majesté



L'USINE NOUVELLE

Le 28 octobre, les députés ont débattu de plusieurs amendements tournant autour des seuls intérêts du géant des mers, l'armateur marseillais CMA CGM.

La taxe au tonnage a ainsi été maintenue. Les bonnes années, elle représente un manque à gagner de 9 milliards pour l'État et un cadeau du même montant pour CMA CGM et son président-proprétaire Rodolphe Saadé. D'un même souffle les élus du peuple ont augmenté les aides à la transformation verte de la flotte, dont CMA CGM saura profiter. L'exonération de cotisations patronales sur

les salaires des équipages est en débat de même que l'amendement particulier qui exonère la seule CMA CGM de la très modeste surimposition sur les entreprises géantes. Rodolphe Saadé, sa famille et ses nombreux amis, jusqu'à l'Élysée, ne doutent pas que la raison parlementaire l'emportera.

Dire que les députés et les partis de gouvernement ne s'intéressent qu'à leurs places est donc exagéré, ils discutent aussi des intérêts quotidiens et particuliers de leurs mandants. Le tout est de savoir qui sont réellement ces derniers.

Paul Galois

Notre camarade René Marmaros

Notre camarade René, que nous appelions Moutard ou Jean-Pierre Vial de son nom de plume, est décédé mercredi 22 octobre, entouré de ses proches et camarades. Il avait 88 ans et luttait depuis des années contre de graves problèmes de santé.



René est né en 1937 dans une famille juive non pratiquante. Son père disparut, probablement déporté à Auschwitz, alors que lui-même était caché en Bretagne. Lycéen à Paris, au lycée Charlemagne, il s'engagea à 14 ans, dans l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), nom de l'organisation de jeunesse du Parti communiste de l'époque, qui reflétait bien sa politique de collaboration de classe. Et comme bien d'autres jeunes, René voyait alors en l'URSS de Staline la force qui avait libéré l'Europe du nazisme.

C'est au contact d'un jeune, alors membre de l'Hashomer Hatzair, une organisation sioniste de gauche, que notre camarade découvrit le courant trotskyste et la trahison des idées communistes par le stalinisme. Il expliquait que c'était la lecture d'anciens numéros de *L'Humanité*, affichant des mots d'ordre comme « à chacun son boche » et des commentaires haineux sur les prisonniers de guerre allemands, tous assimilés à des bourreaux nazis, qui l'avait particulièrement touché et convaincu de se tourner vers les idées trotskystes.

Il engagea alors le combat qu'il allait poursuivre toute sa vie, s'opposant à l'hégémonie stalinienne. Il recruta d'autres jeunes, grâce auxquels Voix ouvrière, qui deviendra ensuite Lutte ouvrière, put se développer. René fut l'un des camarades qui contribua au développement de l'organisation en province, notamment dans

la région de Nantes, et en particulier aux Chantiers de Saint-Nazaire.

Dirigeant de notre organisation, René avait à cœur de transmettre une expérience qu'il avait lui-même vécue, construite au fil de périodes aussi diverses que la guerre d'Algérie, la grève de Mai 1968 ou celle des illusions semées par l'Union de la gauche. Qu'il s'agisse de discuter du contenu d'un exposé marxiste ou de la nécessité de mobiliser toutes les énergies pour mener à bien une tâche militante, René était sur le pont, pour entraîner et convaincre.

Amateur de football et de musique, d'opéra en particulier, amoureux de la Bretagne et danseur averti dans les fest-noz, René mettait la même énergie à convaincre de la beauté d'une aria ou d'une passe décisive sur un terrain de foot.

Jusqu'au dernier moment, il a eu le souci de transmettre les idées, de discuter de l'époque que nous vivons et de notre travail de militants. Forts de cette transmission, nous saluons notre camarade et continuons son combat.

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 251 (novembre 2025)

- Moyen-Orient : le plan Trump pour une paix des cimetières
- Crise politique et guerre sociale
- ISF, taxe Zucman
- 1925, la grève des marins britanniques
- Impénétrable Chine (3)
- Kautsky, L'origine du christianisme

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



Permis de conduire limité : faux remède

Mardi 21 octobre, les députés européens ont adopté, au nom de la sécurité routière, une loi qui institue, à terme, dans les 27 États de l'UE, une limitation dans le temps du permis de conduire.

Le permis ne serait plus délivré que pour une durée de 15 ans, réduite à cinq ans après l'âge de 65 ans, et l'examen serait assorti à chaque fois d'une visite médicale. Les États restent libres des modalités d'application, y compris de la gratuité ou non des examens et visites. La visite médicale pourrait être remplacée, au moins avant 65 ans, par une autoévaluation du candidat.

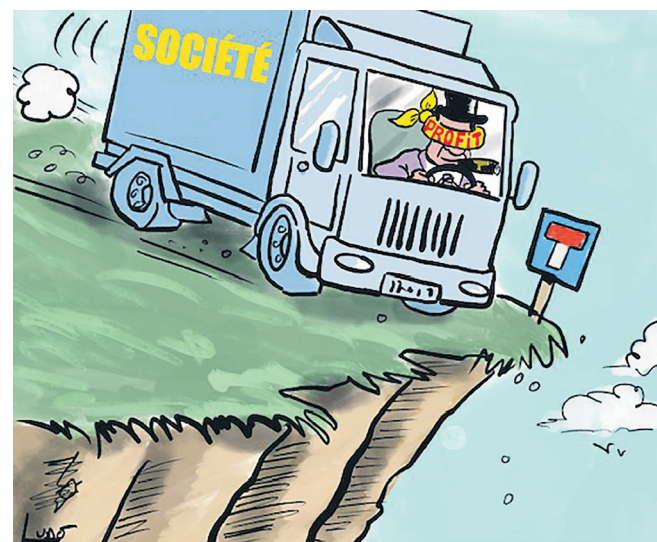
On peut, sans risque de se tromper, y voir une nouvelle possibilité de rançonner la population et de créer des embarras supplémentaires à des dizaines de millions de personnes. En France, où il est déjà difficile de passer

le permis faute d'inspecteurs, le faire repasser périodiquement ne risque pas d'arranger les choses...

Mais la question du permis limité va bien au-delà. Le vote de cette loi a été accompagné d'une campagne de presse mettant en exergue les accidents de la route, parfois mortels, impliquant des conducteurs dont l'âge ou la maladie, ou les deux, ont obéré les capacités et les réflexes. Et de suggérer qu'empêcher les conducteurs âgés de prendre leur voiture améliorerait la sécurité de tous.

Une telle idée révolte bien des vieux travailleurs qui ne peuvent sortir de chez

eux, faire leurs courses, aller à la pharmacie ou voir du monde qu'en prenant leur voiture. Les administrations mettent très rarement à leur disposition des transports publics, des voitures partagées, l'organisation d'un ramassage ou autre. Ils n'ont, et pour cause, ni les moyens de prendre un taxi, ni le privilège de disposer d'une voiture de fonction ou d'une limousine avec chauffeur. Des dizaines d'années d'évolution de la société les ont poussés vers le logement individuel loin d'un centre urbain et, naturellement, vers une vie organisée avec le véhicule individuel. Autour d'eux, la vie sociale s'est fragmentée, les commerces ont disparu, remplacés par des hypermarchés construits sur des parkings, les médecins se



sont éloignés, les enfants et neveux sont partis, suivant les possibilités d'embauche. Il ne reste, dans certaines petites villes, pavillon après pavillon, que des personnes âgées qui, si elles ne peuvent utiliser un véhicule, sont enfermées chez elles.

Les pouvoirs publics au service de l'industrie automobile, des bétonneurs et du grand commerce, ont consciemment accompagné une évolution sociale qui a conduit à l'isolement de ces vieux travailleurs. Sous prétexte de défendre l'intérêt

général, l'État n'est, comme toujours, capable que d'aggraver une situation dont il est pour partie responsable. Les 20 000 morts annuels sur les routes européennes, constat préparant le vote de la loi, découlent bien plus du nombre insensé de véhicules en circulation que des talents des conducteurs, quel que soit leur âge. Ils sont une conséquence du choix du tout-voiture et du tout-camion, autrement dit du tout-profit.

Paul Galois

Carburant B100 : une niche verte sur mesure

Voulant afficher des économies dans son budget 2026, le gouvernement promet de « réduire les niches fiscales ». Parmi les dispositifs visés figure celle du biocarburant B100.

Issu du colza et utilisé principalement pour les poids lourds, ce carburant est beaucoup moins taxé que le diesel, au nom de l'écologie. Cette niche fiscale profite d'abord au groupe Avril, un géant agro-industriel connu

pour ses marques Lesieur ou Puget. Sa filiale Saipol détient 70 % du marché du B100 en France. Ce groupe au chiffre d'affaires d'environ 8 milliards d'euros est présidé par Arnaud Rousseau, également président

de la FNSEA, porte-parole autoproclamé du « monde agricole en souffrance ».

En plus des avantages fiscaux, qui représentent un manque à gagner de 130 millions d'euros pour l'État, la filière des biocarburants bénéficie de certificats environnementaux que ses acteurs monnaient aux vendeurs de carburants fossiles. Selon l'estimation d'une agence de l'État, ces deux dispositifs combinés assureraient aujourd'hui aux producteurs des marges de 20 %.

Le projet de loi de finances 2026 prévoyait la suppression du premier dispositif favorisant le B100 mais, face à la mobilisation de la FNSEA et des transporteurs, avec le soutien de députés de couleurs politiques variées, qui ont déposé plus de vingt amendements, l'article en question a été retiré en commission.

Que le Parlement entérine ou non la suppression de la « niche colza », on voit comment se construit le budget, chaque lobby patronal pesant et activant ses relais. Les grands principes proclamés d'« égalité » et de « justice fiscale » n'ont qu'à bien se tenir.

Lucas Pizet



Maternité des Lilas : effacement d'un symbole

Menacée de fermeture depuis des années, la maternité des Lilas, en Seine-Saint-Denis, a cessé toute activité le 31 octobre.

Le prétexte est que les conditions de sécurité ne seraient pas optimales, mais il s'agit surtout, en réalité, de faire des économies.

L'ARS a donc supprimé cette structure estimée trop chère et fermé une maternité qui a été pendant 61 ans un symbole dans la lutte pour les droits des femmes. Créée en 1964, cette maternité a été pionnière pour aider les femmes à accoucher dans les meilleures conditions. Cela fut d'abord en pratiquant les accouchements sans douleur, et plus tard, après la légalisation de l'avortement, en pratiquant aussi des IVG, quoi qu'en pensaient les réactionnaires qui n'étaient pas avares de menaces. Mais surtout, la maternité des Lilas était célèbre bien au-delà de la ville pour la bienveillance déployée par les sages-femmes, les infirmières et l'ensemble du personnel envers les femmes qui accouchaient, les accompagnant tant qu'elles en

avaient besoin au lieu de les renvoyer chez elles le plus vite possible pour faire des économies.

C'est la quatrième maternité qui ferme en Seine-Saint-Denis, un département qui connaît pourtant le plus fort taux de natalité, obligeant les femmes à accoucher plus loin de chez elles ou dans des hôpitaux déjà surchargés. Quant aux membres du personnel, alors que l'annonce de la fermeture définitive date du 1^{er} juillet, ils sont toujours dans l'expectative quant à leur futur : les salaires seront-ils payés après cette date et comment s'effectueront les reclassements ? Pour l'instant, on ne leur propose que des postes comportant des conditions de travail dégradées ou n'ayant rien à voir avec leurs compétences, le tout s'ajoutant à une baisse du salaire. Une marche de protestation devait avoir lieu aux Lilas le 30 octobre.

Marianne Lamiral

Handicap à l'école : enfants et salariés sacrifiés

D'après la commission d'enquête parlementaire sur les défaillances dans la prise en charge du handicap et de la santé mentale, la situation des élèves handicapés se dégrade.

Près de 50 000 enfants sont en effet scolarisés sans l'aide d'un accompagnant.

Sur les 352 000 élèves devant bénéficier de la présence d'un AESH (accompagnant d'élèves en situation de handicap), 48 726 étaient sans solution à la rentrée 2025. L'année précédente, ils étaient déjà plus de 36 000 sans AESH, une hausse d'environ 35 %.

Depuis 2005 et la loi « pour l'égalité des droits et des chances », les gouvernements successifs n'ont pas été avares de grandes déclarations sur la nécessité de traiter les enfants handicapés comme tous les autres enfants. Aussi mal, auraient-ils pu préciser. Car « l'inclusion » vantée par le gouvernement s'est faite sans déployer les moyens nécessaires pour qu'elle soit autre chose qu'un mot creux, mettant en difficulté les enfants, les enseignants et les AESH.

La commission parle-

mentaire pointe l'absence de transparence sur les résultats de l'école inclusive et « le décalage entre ces discours très volontaristes et la réalité qui est très différente, où on n'a pas de solution ». Le gouvernement répond qu'il peine à recruter et les députés s'interrogent sur les « fortes disparités territoriales » dans l'accompagnement des élèves. Mais il suffit de se pencher sur les conditions de travail et les salaires des AESH pour comprendre pourquoi beaucoup, même enthousiastes, renoncent.

Le salaire mensuel des AESH, en grande majorité des femmes, ne dépasse pas 1 500 euros net en début de carrière, pour atteindre 1 800 euros au bout de 30 ans. Encore s'agit-il d'un salaire théorique, car dans la pratique, la plupart de ces travailleuses sont en temps partiel imposé et leurs salaires plafonnent autour de 1 000 euros. Sans véritable

formation ou statut, elles sont à la merci des mutations que l'Éducation nationale leur impose.

Quant aux conditions de travail, elles ne cessent de se dégrader. Faute de trouver des candidats à des emplois difficiles et mal payés, l'État a réorganisé le travail des AESH en créant des pôles d'accompagnement. Ces derniers ont pour effet d'élargir encore le périmètre sur lequel elles doivent intervenir. En zone rurale, la distance que doit couvrir une même travailleuse d'une école à l'autre peut aller jusqu'à 100 km. On imagine les dépenses en carburant, qui s'ajoutent à la fatigue. Quant aux difficultés, pour les AESH comme pour les élèves, qui résultent du fait de devoir jongler entre plusieurs élèves et plusieurs établissements, elles ne préoccupent pas plus le ministère.

Début octobre, l'académie de Rennes a d'ailleurs purement et simplement licencié 25 AESH qui refusaient d'élargir encore leur périmètre d'intervention, alors que, dans le même temps, 1 500 élèves du département d'Ille-et-Vilaine attendaient encore un accompagnant !

Voilà qui en dit plus long que toutes les commissions parlementaires sur la réalité d'un système qui n'a que faire des besoins des élèves, handicapés ou non, et attend de ses salariés qu'ils acceptent cette situation sans broncher.

Nadia Cantale



Énergie : explosion des prix

Le gouvernement a beau avoir annoncé triomphalement une baisse des prix de l'électricité (3 % au 1^{er} août), c'est très loin de compenser la hausse continue des tarifs de l'énergie depuis des années.

Selon une enquête parue le 28 octobre, près d'un tiers des ménages déclarent avoir eu des difficultés à payer les factures de gaz et d'électricité au moins une fois dans les douze derniers mois, et 74 % déclarent avoir limité le chauffage de peur de voir flamber les factures. Ils doivent se restreindre sur d'autres dépenses, voire sur l'alimentation, pour se chauffer l'hiver.

Les prix de l'énergie ont explosé ces dernières années, mais ils avaient déjà commencé à augmenter bien avant la guerre en Ukraine, prétexte bien commode pour accélérer le mouvement. En 2023, la hausse a été de 10 %, puis de 15 %, et en 2024, encore de 10 %. Quels salaires augmentent à cette vitesse-là ? La petite baisse de cette année ne comble donc pas le trou dans les finances des familles ouvrières, d'autant plus que le prix des abonnements, lui, a encore augmenté de 12 % au 1^{er} août.

Si ces hausses continues, qui s'ajoutent à celle des prix en général, obligent les travailleurs à se serrer toujours davantage la ceinture, elles font au contraire le bonheur de ceux qui empochent l'argent car ils contrôlent la production et la distribution et peuvent spéculer sur le marché de l'énergie. Pour ne pas s'en prendre à ces capitalistes, les différents gouvernements ont mis en place différents systèmes, comme le chèque énergie, que touchent 3,8 millions de personnes. Mais son versement a déjà plusieurs mois de retard : il sera débloqué en novembre au titre de 2025, au lieu d'avril l'année précédente.

La seule protection contre la rapacité des capitalistes de l'énergie sera d'imposer que les salaires, les retraites et les allocations, évoluent en même temps que leurs factures.

Camille Pagliari

ISABELLE SOURIMENT HANS LUCAS VIA AFP



Le 18 septembre, à Auch.



Nos lecteurs écrivent

Le manque de moyens médicaux met des vies en danger

Ma mère est malade des reins, à cause de son traitement contre le diabète. Depuis fin août, elle souffre d'une insuffisance rénale grave, elle a perdu beaucoup de poids et elle est très faible. Elle doit pourtant faire des allers-retours réguliers à l'hôpital pour des examens et des dialyses. Les médecins n'arrivent pas à savoir pourquoi ses reins ne reprennent pas leur

fonctionnement normal et tournent au ralenti. Ils ont donc programmé une biopsie des reins, qu'elle devait faire le lendemain d'une dialyse.

Le jour de cette dialyse, une heure avant son rendez-vous, son néphrologue l'appelle pour tout décommander, car le service néphrologie manque de lits et ne peut pas l'accueillir. Le même jour, alors qu'elle

comptait sur la dialyse pour parler de son inconfort au cœur, on appelait le 15 pour qu'elle soit prise en charge et qu'on connaisse les raisons de son mal. Il s'est avéré qu'elle avait une péricardite, c'est-à-dire de l'eau autour du cœur. Le vendredi, elle est sortie de dialyse et ils l'ont laissée rentrer à la maison ! En VSL certes, mais sans brancard ni même un fauteuil roulant ! Elle a dû

marcher rapidement (cadence imposée aux ambulanciers oblige) alors qu'elle avait une tension aussi basse ! Une fois arrivée à la maison, elle a fait une chute de tension et elle s'est évanouie deux fois. Elle a mis trente minutes pour monter dix marches.

Ce n'est pas la maladie qui risque de tuer ma mère, mais le manque de moyens. Et bientôt les hôpitaux

devront accueillir des blessés de guerre, alors même qu'ils ne sont pas en mesure aujourd'hui d'effectuer des opérations qui sont prévues ? C'est une preuve de plus que les dirigeants se contrefichent de notre sort : du moment qu'on continue de faire tourner la société et de produire les profits patronaux, on peut bien crever !

Une lectrice de Metz

Ukraine et Russie : la guerre, une aubaine pour certains

Trump se dit exaspéré des « discussions pour rien » avec Poutine. Il a donc reporté, sinon annulé, leur rencontre prévue à Budapest en novembre. Et le 22 octobre les États-Unis s'en sont pris au nerf de la guerre côté russe, en décidant de sanctions ciblées contre les grandes compagnies Rosneft et Lukoil, dont les exportations de gaz et de pétrole assurent le gros des rentrées en dollars du Kremlin.

Trump a dit « espérer que [ces mesures] ne durent pas trop ». Comprendre : il pourra les lever dès que Moscou se pliera à ce que Washington prévoit pour la suite du conflit en Ukraine. La réplique d'un lieutenant de Poutine, l'ex-président Medvedev, a été : « L'Amérique veut la guerre contre la Russie. » Mais en même temps, l'émissaire spécial de Poutine revenant des États-Unis a déclaré à la BBC qu'une nouvelle rencontre avec Trump était en bonne voie...

Souffler alternativement, voire simultanément, le chaud et le froid fait partie de la construction du rapport de forces. Les camps en présence appellent cela la diplomatie

mais, sur le terrain, l'hécatombe se poursuit, fauchant toujours plus de vies des deux côtés.

Calumet de la paix et Tomahawk

Les rebuffades qu'essuie Poutine ne font pas entrevoir un cessez-le-feu de sitôt, mais ne font pas non plus les affaires de son homologue ukrainien. En effet, la Maison-Blanche vient de refuser à Zelensky les missiles à longue portée Tomahawk qu'elle lui avait laissé espérer il y a un mois, et Trump lui a répété qu'il devra céder des territoires à Moscou.

Alors, Zelensky s'est tourné vers ses soutiens de la « coalition des volontaires ».

Ceux-ci l'ont assuré de l'aide militaire des pays ouest-européens afin que l'Ukraine reste « dans la position la plus forte possible, avant, pendant et après tout cessez-le-feu ». La Commission européenne prévoit en outre de consentir à Kiev un « prêt de réparation », qui lui permette d'acheter des armes aux industriels européens et américains – il ne faudrait pas oublier les affaires – et cela, au moins pour trois ans !

Mais, ont aussi déclaré les dirigeants européens et Zelensky : « Nous soutenons fermement la position du président Trump [sur la] cessation immédiate des combats et [sur le fait] que la ligne de contact actuelle », celle du front donc, « doit servir de base pour des négociations. »

En clair, les pays européens suivront ce que Trump décidera, y compris quant à certaines revendications territoriales russes, tout en armant l'Ukraine jusqu'aux

dents. Et cela « avant, pendant et après tout cessez-le-feu ». En clair, ce sera jusqu'au dernier Ukrainien encore en état, accord de paix ou pas, de tenir une arme face aux Russes...

Mais ce qui fait le malheur du plus grand nombre peut faire le bonheur de quelques autres.

Des oligarques à la santé florissante

Ainsi, le Conseil des ministres d'Ukraine a décidé d'augmenter de 203 hrivnas (4,18 euros) le montant minimum des retraites pour montrer que « l'État prend soin de vous ». Or, plus de la moitié des retraités ont moins de 5 000 hrivnas (102,99 euros) par mois pour vivre ! Et en Ukraine, des millions de vieux travailleurs ont à peine de quoi ne pas mourir de faim, certains doivent même chercher leur pitance dans les poubelles.

En revanche, la cuvée 2025 des milliardaires de ce pays se présente bien, selon le magazine américain *Forbes*. Premier et de loin, Rinat Akhmetov, 390^e fortune mondiale, dispose de près de 8 milliards de dollars. Ce magnat de la métallurgie et de l'énergie n'a guère souffert de voir certaines de ses usines détruites ou passer sous contrôle russe : il avait déjà abrité une partie de sa fortune dans des paradis fiscaux et on apprend que Kiev va indemniser les patrons d'entreprises bombardées. Cette situation souriante vaut

pour ses suivants immédiats : comme Viktor Pincchouk, qui dispose de 3,2 milliards ; Petro Porochenko, le « roi du chocolat » et prédécesseur de Zelensky à la présidence du pays ; ou encore A. Verevsky, V. Novinsky et K. Jevago...

Côté russe, *Forbes* relève que le nombre des oligarques bat tous les records cette année : en 2025, ils sont 146, contre 125 il y a un an, 110 en 2023, etc. Leur fortune cumulée atteint 625 milliards de dollars, soit une fois et demie le montant du budget dont dispose le Kremlin. Cerise sur le gâteau : les oligarques ne sont imposés qu'à 13 ou 15 %... comme les travailleurs les plus pauvres ! En même temps, les classes populaires souffrent d'une inflation que les salaires ne suivent pas, des restrictions dues à la guerre et d'impôts en forte hausse – on vient d'introduire un barème progressif pour les salariés.

Zelensky et Poutine gouvernent chacun au profit des nantis de leur régime. Et ils n'ont guère à redouter que ces milliardaires, engraisés par les commandes militaires, les trafics que la guerre fait fleurir et le pillage du budget, poussent les sommets dirigeants, en Russie ou en Ukraine, à signer un accord de paix : ces parasites ont trop à gagner à la guerre, et à sa poursuite. Comme, ne l'oublions pas, nombre de financiers et d'industriels européens et américains.

Pierre Laffitte



Guerre en Ukraine : Un mort et treize blessés dans des bombardements russes sur la région de Kherson

Bombardement le 23 octobre, à Kherson.

États-Unis : 70 milliards de profits, 30 000 licenciements chez Amazon

Amazon, première entreprise mondiale de distribution de colis, a commencé à licencier 30 000 employés administratifs sur les 350 000 qu'elle emploie. L'annonce a aussitôt fait monter le cours de son action à la Bourse de New York.

Le groupe, qui emploie au total 1,5 million de salariés dans le monde, la plupart aux États-Unis, n'est évidemment pas en difficulté. Son chiffre d'affaires, 670 milliards de dollars en 2024, augmente continuellement, ainsi que ses bénéfices, 70 milliards l'an passé. Sa valeur en Bourse a doublé en deux ans pour atteindre le record de presque 3 000 milliards dont 215 détenus par le seul

Jeff Bezos. La seule préoccupation de ce dernier semble être désormais de dilapider sa fortune de façon plus spectaculaire et plus outragieuse encore que le regretté Neron.

Amazon veut doubler le nombre de colis traités sans augmenter le nombre de ceux qui travaillent dans ses entrepôts. Elle compte pour cela sur l'intelligence artificielle et une automatisation

de plus en plus poussée. La vague de licenciements en cours est un signal donné en ce sens, en direction du personnel comme des marchés financiers.

La fortune d'Amazon, donc celles de Bezos et des autres détenteurs de paquets d'action, sort du travail des prolétaires, chinois en particulier, qui fabriquent les marchandises que le groupe commercialise. Elle vient aussi de l'exploitation féroce des livreurs et des travailleurs des entrepôts du groupe. Les salaires de ces derniers sont si bas que, dans plusieurs États américains,



ils ont droit aux bons de nourriture distribués aux nécessiteux. Et, lorsque cela ne suffit pas, Amazon n'hésite pas à jeter dehors des travailleurs par dizaines de milliers, augmentant ainsi la pression sur tous les autres.

Le « capitalisme de demain », basé sur les algorithmes et la nouvelle économie, ressemble comme deux gouttes d'eau à celui d'hier, fondé sur l'exploitation sans fard et la violence patronale.

Paul Galois

Argentine : les raisons du succès électoral de Milei

Les élections de mi-mandat en Argentine, le 26 octobre, devaient renouveler la moitié des sièges de la Chambre des députés et le tiers des sénateurs. La très nette victoire du parti présidentiel d'extrême droite a surpris et ravi les marchés financiers.

Le parti de Milei, « La Libertad Avanza », s'impose comme la première force politique dans 15 provinces sur 24, avec un score national supérieur à 40 %, passant de 37 à 80 députés et de 6 sénateurs à 12. Le parti restait jusque-là très minoritaire au Congrès, ce qui obligeait Milei à des marchandages constants. S'il n'a toujours pas la majorité, il aura désormais la possibilité de peser davantage. L'opposition péroniste, dite « de gauche », est laissée loin derrière. C'est un renversement par rapport aux élections de septembre du Parlement de Buenos Aires où les résultats étaient inverses.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Milei, en décembre

2023, une grande partie des couches populaires s'est considérablement appauvrie et des milliers de travailleurs de la fonction publique ont perdu leur emploi. Dans le bâtiment et les travaux publics, les suppressions d'emplois se sont multipliées tout comme les plans de licenciements dans l'industrie.

Là-dessus, plusieurs scandales ont montré la corruption de l'entourage de Milei. Le dernier en date a amené le retrait du candidat du parti présidentiel dans la province de Buenos Aires, Jose Luis Espert, un cacique de la droite, la justice ayant reconnu ses liens avec le narcotrafic. Mais, tout comme dans d'autres provinces, cela

n'a pas empêché la liste d'extrême droite d'arriver en tête, devant l'alliance péroniste « Fuerza Patria ».

Comment expliquer qu'une partie des classes populaires continue à soutenir le gouvernement ? Le chantage de Trump promettant de déclencher une aide économique massive pour soutenir le peso à condition que les électeurs choisissent Milei a dû jouer, l'économie étant à nouveau au bord de l'effondrement. Mais, d'autre part, les travailleurs n'avaient rien à attendre de l'opposition péroniste. Celle-ci bornait sa perspective au départ de Milei mais elle évoque pour les travailleurs l'effondrement économique de 2023, une inflation à plus de 200 % et la corruption. L'ancienne présidente péroniste Cristina Fernández de Kirchner ne pouvait haranguer ses supporters pendant la campagne que depuis son domicile où



En Argentine, le 22 octobre.

elle était assignée à résidence après sa condamnation par la justice pour des fraudes dans l'attribution de marchés publics. Son concurrent et ennemi, le gouverneur de la province de Buenos Aires, Axel Kicillof, habitué des accords avec la droite, ne valait pas mieux.

Une partie importante des électeurs s'est donc détournée du vote, par écœurement, n'en attendant plus rien. Dans ce pays habitué à une forte participation, l'abstention a battu un record.

Derrière la victoire de Milei, il y a en fait celle de Trump. L'Argentine reste le

principal allié des États-Unis en Amérique latine dans la perspective d'un conflit avec le Venezuela et la Colombie. Depuis l'arrivée au pouvoir de Milei en 2023, le pays, riche en terres rares et en lithium, a pris ses distances avec la Chine. Milei a même annoncé la mise en commun avec les États-Unis de la base navale d'Almirante Berisso située à Ushuaïa, non loin du détroit de Magellan. Les milliards promis par Trump sont donc loin d'être un cadeau désintéressé et ils ne promettent rien de bon pour les travailleurs argentins.

Antoine Ferrer

Les résultats de l'extrême gauche trotskyste

Le FIT-U (Front de gauche et des travailleurs – Unité) est un front électoral rassemblant le PTS (Parti des travailleurs socialistes), le PO (Parti ouvrier), IS (Gauche socialiste) et le MST (Mouvement socialiste des travailleurs).

Le FIT-U présentait des candidats dans 20 des 24 provinces et a obtenu un peu moins de 4 % au niveau national, soit un million de voix. Avec 5,04 % il obtient deux députés dans la province de Buenos Aires et une députée, Myriam Bregman,

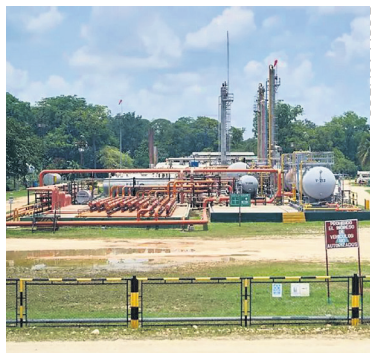
pour la capitale elle-même, avec 9,11 %. Son score encore plus élevé dans la province de Jujuy, 9,85 %, ne lui permet pourtant pas d'y avoir un élu. Au total, le FIT-U aura maintenant quatre représentants au Congrès, le Parlement argentin.

Guatemala : Perenco, gangster de l'or noir

Cet été, le groupe pétrolier franco-britannique Perenco a cessé l'activité d'extraction de pétrole qu'il effectuait dans un parc naturel au Guatemala, abandonnant derrière lui les installations sans engager de procédure de dépollution.

Ce groupe pétrolier, d'une envergure moindre que Total, a comme actionnaire principal la famille Perrodo, classée 15^e fortune de France en 2024 avec un patrimoine estimé à 9,5 milliards d'euros. Avec ses 10 000 salariés revendiqués, Perenco a la réputation d'intervenir sur les gisements qui n'intéressent pas les plus gros prédateurs du secteur des hydrocarbures et de puiser les dernières gouttes exploitables là où ils ont abandonné des activités.

Selon les autorités guatémaltèques, la remise en état du site coûterait autour de 50 millions de dollars, une bagatelle au regard de la fortune des Perrodo. Mais le Guatemala n'est pas le seul pays d'Amérique latine où Perenco est mis en cause. Le 9 juillet, la justice colombienne a engagé des poursuites contre le groupe pétrolier pour avoir financé un groupe paramilitaire entre 1997 et 2005, les Autodéfenses unies de Colombie (AUC), désormais



PRENSA LIBRE

dissoutes, impliquées dans de nombreux crimes.

La direction de l'entreprise a répliqué en tenant à « réaffirmer son engagement pour le respect des droits humains dans le cadre de sa politique d'éthique d'entreprise ». Perenco ne joue peut-être pas dans la cour des Majors du pétrole, mais il a, comme tout capitaliste qui se respecte, une seule éthique : celle du profit à tout prix.

Boris Savin

OTAN : les profiteurs de guerre

Plusieurs enquêtes internationales visent actuellement des employés et anciens employés de la NSPA, l'agence de l'OTAN chargée des achats communs en matière d'armement : carburants, munitions, drones, etc.

D'après les investigations de plusieurs journalistes, certains de ces employés auraient touché des centaines de milliers d'euros pour favoriser tel ou tel fournisseur, dans des contrats atteignant des centaines de millions d'euros.

La NSPA a vu son activité exploser depuis 2014. L'augmentation des budgets militaires s'est traduite pour elle par 10 milliards d'euros de contrats annuels depuis 2023. Autour de cette manne gravitent d'anciens militaires devenus consultants, des sociétés écrans et tout un petit monde d'intermédiaires qui se partagent les miettes d'un secteur où affluent les milliards d'argent public. Et s'il peut y avoir corruption, c'est d'abord que des fortunes sont en jeu. L'argent public passe dans les poches des marchands de canons, des pétroliers et de leurs parasites.

Derrière les grands discours sur la nécessité de se réarmer dans un monde dangereux, il y a une réalité sonnante et trébuchante, faite des profits colossaux des grands groupes, notamment de l'armement, et des pourboires qu'ils laissent, que cela soit considéré comme de la corruption ou non.

Pour tous ceux qui en bénéficient, le secteur militaire est un marché comme un autre. Si écouler leurs engins de mort se fait au prix de nouvelles coupes dans la santé, les écoles ou les retraites, ce n'est pas leur problème, et pas davantage si ce commerce s'alimente de la mort de centaines de milliers d'Ukrainiens et de Russes. Et si ces affaires nourrissent la marche vers la guerre généralisée, peu importe tant que c'est, pour eux, une occasion de profits supplémentaires.

Lucas Pizet

D'une COP à l'autre : trente années de bavardage

La COP 30, trentième édition de la Conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques, se tiendra à Belém, au Brésil à partir du 10 novembre. Ce sera un événement médiatique mondial sans doute, mais dont plus grand monde n'attend quoi que ce soit. Pourtant la planète brûle.

L'an dernier, sur la base des prévisions d'émissions de carbone données par chaque État, la Conférence avait estimé que le réchauffement climatique atteindrait 2,8°C en 2100. Mais cette année, seuls 64 pays ont donné leurs prévisions, empêchant tout calcul fiable. Ce réchauffement menace l'avenir de bien des peuples, mais le combattre est passé de mode : les gouvernements, qui ferment les frontières, augmentent les budgets militaires, organisent le repli protectionniste, ne font même plus semblant d'avoir des préoccupations écologiques.

Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, comme les participants s'y étaient engagés en 2015 lors de l'Accord de Paris, il aurait fallu que les rejets carbonés mondiaux baissent de 60 % entre 2019 et 2035. On est loin du compte. Selon

un rapport de l'Organisation météorologique mondiale daté du 15 octobre, la concentration moyenne des gaz responsables du réchauffement a même atteint des niveaux record en 2024, enregistrant la plus forte hausse depuis le début des mesures modernes, en 1957. Et ce n'est pas fini. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) avait pourtant averti que, à partir de 2021, il ne resterait plus de place pour de nouveaux projets d'extraction fossile si on voulait limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Depuis 2021 il y en a eu 2 300 de plus ! Comme un symbole, le 20 octobre, trois semaines avant l'ouverture de la Conférence à Belém, la compagnie publique brésilienne Petrobras a reçu l'autorisation de forer un puits d'exploration pétrolière à 500 kilomètres de l'embouchure de l'Amazone. Si cette



exploration tient ses promesses, le Brésil deviendra le 4^e producteur mondial, après les États-Unis, l'Arabie saoudite et la Russie, une manne des plus opportunes pour un pays pauvre mais qui profitera pour l'essentiel aux trusts qui se partageront les 30 milliards de barils que contiendrait l'ensemble de la zone.

De son côté, au Mozambique, TotalEnergies vient d'annoncer la reprise de son gigantesque projet à 20 milliards de dollars d'investissement, gelé en 2021 après une attaque terroriste ayant fait 1 200 victimes. Total n'attend plus que l'autorisation du gouvernement local, qui, on n'en doute pas, se mettra en quatre pour accéder à ses désirs. Ce projet, qui a bousculé bien des populations

autochtones et attiré tant de convoitises, va émettre entre 3,3 et 4,5 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ selon Les Amis de la Terre, soit davantage que les émissions annuelles de l'Union européenne. Dans le sillage de Total, ExxonMobil et l'italien Eni ont déjà fait savoir au gouvernement du Mozambique qu'ils étaient prêts chacun à lancer des projets similaires.

Cette course aux investissements est celle de l'ensemble d'une économie capitaliste droguée au pétrole. Derrière les compagnies, les banques, malgré leurs discours, continuent d'investir dans le secteur, et les banques françaises sont au premier rang. Ainsi la Société Générale a fourni 23 milliards de dollars de crédits à 56 entreprises

dont TotalEnergies, Eni, et Saudi Aramco, le groupe Banque Populaire Caisse d'Épargne 18 milliards de dollars à 33 entreprises...

Alors que la lutte contre le réchauffement climatique nécessiterait de toute urgence un plan d'ensemble, planétaire, pour répartir les ressources, développer les énergies les moins polluantes le plus rationnellement possible, les trusts se battent pour mettre la main sur toutes les ressources afin de produire tant que cela rapporte. Pas étonnant que les COP ne laissent derrière elles que des discours jamais suivis de faits. Ce cirque diplomatique masque une réalité implacable : le capitalisme fait brûler la planète.

Serge Benham

Nexperia : guerre commerciale aux dépens des travailleurs

Plusieurs gros constructeurs automobiles européens s'inquiètent de la possible rupture de livraison de composants électroniques par les usines chinoises Nexperia de la firme Wingtech.

La situation est alarmante, selon la directrice générale de l'ACEA, l'Association des constructeurs

européens d'automobiles. Volvo, Volkswagen et d'autres risquent de se trouver en manque de diodes,

transistors, régulateurs de tension et autres composants électroniques indispensables fabriqués par Nexperia. Or son propriétaire, la firme chinoise Wingtech Technology, a averti que ses usines de Chine ne livreraient plus aux constructeurs européens les composants qu'elles assemblent.

Au commencement de l'histoire, on trouve le décret de Trump inscrivant Wingtech sur la liste noire des ennemis des entreprises américaines. Par mesure de précaution, le gouvernement néerlandais, invoquant une loi de 1952 sur la « sécurité nationale », place alors sous tutelle l'entreprise Nexperia, anciennement Philips, dont l'usine de Nimègue a été rachetée en 2018 par Wingtech. Le PDG chinois a été mis en cause, et la direction

de l'entreprise s'est vu interdire de prendre seule des décisions et de délocaliser tout ou partie de ses activités.

En retour, Nexperia Chine et Wingtech ont demandé à leurs employés de l'usine de Dongguan et des bureaux de Shanghai et Pékin d'ignorer purement et simplement les ordres émanant du siège néerlandais. Les composants demandés, dont les stocks sont limités par la gestion en flux tendu chez les constructeurs européens, sont assemblés et conditionnés à 80 % en Chine même après avoir été fabriqués dans des usines européennes et avant de revenir pour être montés sur des véhicules de marque Volkswagen, Volvo Cars ou Toyota.

La menace agitée à présent par les constructeurs

européens est la mise au chômage technique de leurs usines. Ainsi, par une perte sur le salaire ou sur les congés, les travailleurs paieraient cet épisode de la guerre commerciale avec la Chine, après que les capitalistes européens eux-mêmes se sont alignés sur les mesures protectionnistes prises par le gouvernement américain.

Outre l'absurdité de telles mesures dans une production aussi mondialisée que celle d'une automobile, le résultat est de faire monter un peu partout les dangereuses réactions nationalistes, et de pénaliser les travailleurs d'Europe et de Chine, où Wingtech vient de réduire la production, tous victimes de cette guerre entre capitalistes.

Viviane Lafont



Usine Nexperia en Chine.

Septembre 1915 Zimmerwald : l'internationalisme contre la boucherie impérialiste

La conférence de Zimmerwald, en septembre 1915, fut la première expression internationale des opposants à la guerre déclenchée en août 1914, un an plus tôt.

Cette hécatombe avait été précédée d'une décennie de course aux armements. Les frictions et conflits locaux entre puissances capitalistes européennes s'étaient multipliés en Afrique, au Proche-Orient, en Extrême-Orient et dans les Balkans, pour le contrôle des territoires et des ressources.

Le puissant mouvement socialiste international avait dès 1907, au Congrès de Stuttgart, pris clairement position contre la guerre à venir : « Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés [...] de faire tous les efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraîtront le mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. » Cette déclaration fut reprise lors du Congrès de Bâle en 1912 qui rappelait aussi : « Les guerres ne sont actuellement

causées que par le capitalisme et particulièrement par la concurrence économique internationale des États capitalistes sur le marché du monde. »

La trahison des dirigeants socialistes

Mais, au déclenchement de la guerre en août 1914, la plupart des partis sociaux-démocrates renièrent tous leurs engagements et s'alignèrent chacun derrière sa bourgeoisie et ses généraux. Ils votèrent les crédits de guerre et reprirent la propagande nationaliste la plus éhontée. Dans plusieurs pays, leurs dirigeants participèrent au gouvernement, tels Jules Guesde et Marcel Sembat en France.

Si les dirigeants accédaient pour la première fois aux fauteuils ministériels, les militants réfractaires étaient, eux, condamnés à la prison.

Toutes les relations internationales du mouvement ouvrier furent rompues. La Deuxième Internationale, qui organisait plus de trois millions de membres dans ses différentes sections en 1914, signait son propre naufrage politique et organisationnel. La plupart des dirigeants syndicalistes,



Une tranchée pendant la Première Guerre mondiale.

sociaux-démocrates ou anarchistes sombrèrent de la même façon et mirent leur appareil au service de l'effort de guerre.

Les causes de la faillite

Cette faillite totale mettait au grand jour la profonde dégénérescence des organisations ouvrières dans les pays impérialistes. Lénine en définissait ainsi la cause : « La période de l'impérialisme est celle du partage du monde entre les "grandes" nations privilégiées qui oppriment toutes les autres. Des miettes du butin provenant de ces privilèges et de cette oppression échoient, sans nul doute, à certaines couches de la petite bourgeoisie, ainsi qu'à l'aristocratie et à la bureaucratie de la classe ouvrière. »

C'était le terreau sur lequel s'étaient développées les idées opportunistes et réformistes qui avaient gangrené les milieux dirigeants. Ceux-ci s'étaient intégrés chaque jour un peu plus à la société bourgeoise tout en conservant une phraséologie socialiste. Mis au pied du mur en août 1914, ils choisirent de capituler pour sauver leurs postes et leurs appareils.

Ce fut un coup de poignard dans le dos des travailleurs et des militants au moment où ils devaient faire face à l'ordre de mobilisation et à la militarisation du travail dans les usines.

Les opposants à l'Union sacrée

Mais les partis et leurs militants ne perdirent pas tous leur boussole de classe. En Russie, le parti bolchevique refusa de voter les crédits de guerre, ainsi que les partis serbes et bulgares, suivis en 1915 par le

Parti socialiste italien, lors de l'entrée en guerre de leur pays. En Allemagne, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et Clara Zetkin incarnèrent d'emblée l'opposition à la guerre. En France, ce fut autour de Monatte, Rosmer et Merrheim qu'elle s'organisa dans la CGT. Ces militants prirent contact avec Trotsky qui éditait à Paris le quotidien *Nache Slovo*. Le révolutionnaire russe exilé écrivait le 9 août : « Les années qui viennent verront l'époque de la révolution sociale. Seule la montée révolutionnaire du prolétariat peut arrêter cette guerre. »

Le premier impératif pour ces militants était de renouer des liens au-delà des frontières. Zimmerwald fut une étape majeure dans la construction d'une nouvelle internationale.

La conférence de Zimmerwald

Cette réunion fut organisée du 5 au 8 septembre 1915, à l'initiative de militants suisses et italiens opposés à la guerre. Elle regroupa dans ce village de montagne suisse 38 délégués, certains plutôt pacifistes, et un courant révolutionnaire, la Gauche de Zimmerwald, animé par Lénine, qui prônait le défaitisme révolutionnaire et appelait à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Malgré ces divergences, un manifeste rédigé par Trotsky put être voté à l'unanimité. Face aux mensonges des dirigeants bourgeois et des chefs socialistes ralliés à l'Union sacrée au nom de la défense de la patrie, il affirmait : « *Queles que soient les responsables immédiats du déclenchement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a*

provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme. »

Le manifeste dénonçait l'Union sacrée, le vote des crédits de guerre et concluait par cet appel : « *Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions : Par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Malgré la censure et la répression, ce manifeste se répandit dans les tranchées, les usines et les prisons. Il hissait le drapeau de l'internationalisme au milieu du carnage impérialiste.

Devant l'horreur des combats, l'opposition à la guerre ne cessa de grandir dans les masses. C'est bien la révolution ouvrière, d'abord en Russie en 1917 puis en Allemagne et en Europe centrale en 1918, qui allait mettre fin à la boucherie mondiale. La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, en révolution, devint alors une réalité. La poignée de militants de Zimmerwald, isolés et à contre-courant en 1915, se retrouvaient à la tête d'une révolution ouvrière victorieuse et d'une nouvelle Internationale trois ans plus tard.

Aujourd'hui, alors que l'impérialisme entraîne à nouveau l'humanité vers une nouvelle guerre mondiale, des partis révolutionnaires reprenant le flambeau des idées communistes internationalistes sont plus que jamais nécessaires. Comme le disait un chant révolutionnaire : « *Tu guideras nos pas, Zimmerwald !* »

Christian Bernac



Le manifeste de Zimmerwald publié dans le journal socialiste de Berne.

Émeutes de 2005 : rien n'a changé, sinon en pire

Le 27 octobre 2005, Zyed Benna, 17 ans, et Bouna Traoré, 15 ans, mouraient dans l'enceinte d'un transformateur électrique à Clichy-sous-Bois, où ils avaient cru trouver un refuge pour se protéger d'un contrôle de police. Leur mort a déclenché trois semaines d'émeutes dans le pays.

La peur de la police avait provoqué la fuite d'une bande de gamins jouant au football sur un terrain vague. Les enregistrements des échanges radio entre policiers révélèrent qu'ils savaient la vie des jeunes en danger : « *S'ils entrent sur le site EDF, je ne donne pas cher de leur peau* », disait l'un d'eux. La patrouille était repartie sans prévenir les secours.

Mis en examen pour non-assistance à personne en danger, les policiers en cause ont été blanchis par les tribunaux en 2015. Cette

clémence rappelle clairement le mépris, l'arrogance et le racisme policiers, déclencheurs des émeutes de 2005, comme ils l'ont été en 2023 après l'exécution de Nahel par un policier à Nanterre. Parmi les incendiaires de 2005, il faut aussi compter celui qui était ministre de l'Intérieur de Chirac, Nicolas Sarkozy. Avant la mort de Zyed et Bouna, il avait, en visite en banlieue parisienne, stigmatisé « la racaille » et parlé d'utiliser contre elle le « Karcher ». Il mentit sans vergogne en prétendant que

Zyed et Bouna étaient des voleurs fuyant la police, mensonge repris par le Premier ministre, de Villepin. Le gouvernement mettait de l'huile sur le feu en couvrant, comme de coutume, les exactions policières.

Mais si ces étincelles ont déclenché l'incendie, c'est aussi que le terrain était hautement inflammable. Le chômage, l'absence d'infrastructures – il fallait alors 1 heure 20 de transports en commun pour aller de Paris à Clichy-sous-Bois, 15 kilomètres – la dégradation des services publics avaient fait des quartiers des ghettos où le contrôle au faciès et les interventions brutales de la police, le mépris des ministres devenaient les manifestations les plus courantes de l'État. Et si la droite était alors au pouvoir, la gauche et le Parti socialiste, avec ou sans le PCF, y avaient été quinze ans durant dans la période précédente. Et, quand éclatèrent les émeutes et que Chirac instaura l'état d'urgence le 8 novembre, François Hollande, premier secrétaire du PS à l'époque, s'aligna sur cette décision au nom du retour à l'ordre républicain.

Comme en 2023, les émeutes de 2005 ont mis



le feu aux quartiers populaires, brûlé des voitures, des édifices publics dans une rage finalement stérile. Le gouvernement y répondit par la matraque, les arrestations par centaines, les procès expéditifs, les couvre-feux sur des villes entières ou des quartiers, comme celui de la Madeleine à Évreux, qui tous les soirs était bouclé par des grilles métalliques surveillées par des policiers.

Le 4 janvier 2006, Chirac leva l'état d'urgence. La pression et la présence policières se desserrèrent. On promettait de ravalier des façades, d'inaugurer des lignes de tramway, on faisait des discours sur le vivre

ensemble. Mais, au fond, l'urgence sociale n'a fait que croître dans les quartiers, tandis que le mépris pour les populations a pris désormais le visage d'un Macron, d'un Retailleau, d'un Darmanin, d'un Bardella. Quant à la police, bien évidemment elle n'a pas changé, et la montée de l'influence de l'extrême droite dans ses rangs ne laisse pas espérer moins de morgue et de brutalité de sa part.

Les émeutes de 2023 ont été comme une répétition de celles de 2005, et ces deux flambées de colère ont aussi démontré la nécessité et l'urgence d'une véritable révolution sociale.

Boris Savin



Rassemblement pour Zyed et Bouna.

Collectivités locales : dotations réduites aux dépens de la population

Le gouvernement prévoit de demander aux communes, départements et régions, de faire 4,7 milliards d'euros d'économies, soit deux fois plus que l'année passée.

Mais pour André Lainel, vice-président délégué de l'Association des maires de France, le plan d'économies imposées pourrait frôler les huit milliards.

Selon les propos de l'élu dans le journal *L'Humanité*, le gouvernement n'aurait pas compté certaines coupes demandées aux collectivités locales dans les crédits destinés à des mesures écologiques (500 millions supprimés), à l'agence de l'eau (90 millions en moins), à l'Agence nationale

de l'habitat (700 millions), etc. Il « oublierait » aussi la hausse des cotisations dues par les employeurs publics sur les retraites des fonctionnaires territoriaux. Cela représente autant de ponctions sur les budgets locaux.

Depuis plusieurs années, des maires de différentes couleurs politiques dénoncent les ponctions de l'État et les conséquences sur les équipements de leur ville : en juin 2025, des maires du Val-de-Marne ont dénoncé collectivement

ce procédé : l'élue LR de Limeil-Brevannes avait dû couper le chauffage dans les gymnases en plein hiver, celui du Kremlin-Bicêtre (PS) expliquait que l'apprentissage obligatoire de la natation pour les enfants n'était pas compensé financièrement. La maire de Gentilly (DVG) se demandait si elle devrait mettre fin dans les écoles à l'accueil dès 7 heures des enfants dont les parents travaillent tôt. Le maire (PCF) d'Allonnes, dans la Sarthe, lui, a calculé que le futur plan imposé par l'État priverait sa commune de 500 000 euros sur un budget de 19 millions, alors que



la pauvreté n'a pas baissé et que les dépenses de fonctionnement ont augmenté.

De plus en plus, l'État a la main sur les finances locales ; il a supprimé la taxe professionnelle payée par les entreprises, puis en 2023 la taxe d'habitation que percevaient les communes en leur promettant une compensation bien inférieure à

ce qu'elles perdaient.

Cet appauvrissement se traduit sur le terrain par une hausse des tarifs de certains services, par exemple l'enlèvement des déchets, ou par un manque d'équipements sportifs ou culturels, de crèches, d'écoles, finalement de tout ce qui est utile à la population.

Sylvie Maréchal

Stellantis : bras de fer entre chauffeurs et direction !

Les usines du pays comptent 150 chauffeurs Stellantis de camion porte-véhicules.



En voulant leur imposer la convention collective du transport, plus défavorable que celle de la métallurgie, la direction va leur supprimer les 800 euros de prime de détachement par mois, le 13^e mois, la prime d'ancienneté et d'autres primes.

Pour les chauffeurs, cette mesure signifie une perte d'environ 1 000 euros par mois avec en plus... un allongement de leur temps de travail ! Le 20 octobre, une vingtaine d'entre eux, des

usines d'Hordain, Valenciennes et Poissy, ont fait grève. Les chauffeurs des différentes usines se sont concertés et mis d'accord pour faire grève ensemble, le 27 octobre, jour où ils ont été plus de 60 en grève, dont 24 de Sochaux et 20 de Mulhouse.

Avant cette grève, après avoir dormi dans leur camion sur les routes la semaine, ceux de Sochaux et Mulhouse, usines distantes de 60 kilomètres, se sont

réunis sur un parking de supermarché et aussi dans une arrière-salle de café pour discuter de leurs revendications et des actions à mener.

Pour tout gérer et contrôler eux-mêmes, ils ont créé un « comité des chauffeurs de Sochaux et de Mulhouse ». Quand ils sont seuls sur les routes, ils communiquent sur les réseaux sociaux ou au téléphone. Mais avant de faire grève, il leur fallait se voir pour discuter et décider collectivement, et l'avoir fait les a renforcés.

Dès le démarrage de la grève, lundi 27 octobre, les DRH et les contremaîtres ont demandé aux grévistes des deux usines de donner leurs clés de camion et de rentrer chez eux. Malgré les pressions, ils ont continué à se réunir dans leur usine et mardi 28 octobre, réunis en assemblée, ils ont voté la reconduction de la grève pour le lendemain. Puis, après un barbecue sympathique, ils ont distribué ensemble un tract, signé du comité, aux ouvriers de l'usine de Sochaux, avant d'en faire autant le lendemain à l'adresse de ceux de l'usine de Mulhouse.

Correspondant LO

à Poissy : au chômage mais pas inactifs !

Durant les trois semaines de chômage imposées par la direction de Stellantis-Poissy, quelques dizaines de travailleurs étaient bien décidés à en profiter pour agir contre le projet de fermeture de l'usine.

Par deux fois, ils se sont retrouvés à une trentaine de Stellantis et du sous-traitant Derichebourg pour s'adresser à la population de Poissy à l'occasion de deux

marchés.

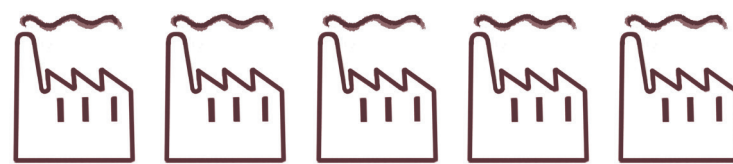
À chaque fois environ mille tracts ont été distribués, permettant d'engager la discussion sur le projet de la direction et la nécessité

que la population et les travailleurs fassent cause commune. Car il est évident que la fermeture de l'usine, qui emploie encore 2 000 travailleurs et plusieurs milliers chez les équipementiers, serait une catastrophe sociale pour la ville et même pour la région.

L'accueil très chaleureux a donné lieu à bien des témoignages de soutien et les discussions dépassaient souvent la question de la fermeture de l'usine pour évoquer les attaques du gouvernement et du patronat.

Ces deux initiatives réussies ont renforcé le moral avant la reprise du travail le 3 novembre et la poursuite de la bataille contre la fermeture de l'usine.

Correspondant LO



Beneteau frappe les travailleurs

Beneteau, le premier constructeur français de bateaux de plaisance, accentue le plan de restructuration de 2024. Après avoir suscité des départs « volontaires » et mis la majorité des travailleurs en chômage partiel depuis plus d'un an, plusieurs centaines de postes de travail sont supprimés avec le renvoi des derniers CDD et la rupture de contrats de sous-traitance.

Cette guerre sociale

a pour objectif déclaré de verser de nouveau des dividendes aux actionnaires.

Dans ce système capitaliste fou, ce sont ceux qui créent toutes les richesses, les travailleurs, qui sont frappés lorsque survient la moindre difficulté.

La trésorerie, à près de 250 millions d'euros, et la fortune accumulée des propriétaires de Bénéteau suffiraient largement au maintien de tous les emplois !

Monaco : les super-yachts ne connaissent pas la crise

Le Monaco Yacht Show a exposé du 25 au 27 septembre 120 super-yachts – dont un modèle à 165 millions d'euros avec toilettes plaquées or – accessibles à toutes les bourses... de milliardaires.

Le marché des super-yachts est en expansion : il y en aurait 6 000 dans le monde et ils ont rapporté l'an passé

7,5 milliards de dollars à leurs constructeurs.

Cette envolée des ventes de produits de luxe, aussi inutiles que polluants, suit le gonflement des fortunes qui s'accumulent aux sommets de la société par l'exploitation de la classe ouvrière.

Chantiers nautiques
Fontaine-Pajot

Le château d'eau

À la boutique du château, comme dans d'autres bâtiments, des fuites d'eau apparaissent à chaque forte pluie. À chaque fois, il faut déplacer les marchandises

et réorganiser, voire jeter.

Peut-être que les fuites, ça fait plus « médiéval », mais même à l'époque, les réparations de toits, cela existait.

Debout les damnés de la terre !

Aux arrêts de bus devant Dreams, il n'y a plus de bancs depuis des semaines. Après nos journées de travail, il faut encore attendre

le bus debout...

Encore des gens bien assis en réunion qui ont décidé de ça.

Disneyland Maintenance

Suntary : comment leur décoller la pulpe du fond ?

Suntory, multinationale du soda et de boissons alcoolisées, a annoncé la fermeture de son site de production d'Orangina à La Courneuve, en Seine-Saint-Denis. Quarante-neuf travailleurs sur 109 vont être licenciés. Alors que l'usine rapporte des profits, que la municipalité, selon le maire lui-même, a « favorisé » les flux de camions sur le site,

la direction ne cache pas qu'elle déménage dans le Loiret pour faire plaisir aux actionnaires.

Qu'ils soient d'Orangina ou d'autres multinationales, tous ces décideurs méritent d'être secoués avec énergie par les travailleurs pour garantir à tous un emploi et un salaire !

E. G.

Brandt – Saint-Jean-de-la-Ruelle : 350 emplois menacés

Les 350 travailleurs de l'usine Brandt de Saint-Jean-de-la-Ruelle, près d'Orléans, ont appris début octobre que leur entreprise, qui fabrique des fours et des tables à induction, était placée en redressement judiciaire.

Le salaire de septembre a été versé avec une semaine de retard et, depuis, la direction a imposé aux travailleurs de la production de prendre quatre jours de RTT fin octobre, arguant de problèmes de réception de pièces. Ce n'est pas la première fois qu'elle invoque cette raison pour renvoyer du jour au lendemain les travailleurs chez eux. Ils ont droit aussi « à la faute des prestataires qui ne payent pas à temps. » Tous les prétextes sont bons pour dédouaner Brandt, mais surtout pour faire croire que direction et travailleurs

sont dans le même bateau.

En janvier 2025, lors des cent ans de Brandt fêtés en grande pompe par la direction de Saint-Jean-de-la-Ruelle, les travailleurs avaient eu droit à de beaux discours d'autosatisfaction venant de dirigeants du groupe et aussi de politiciens de droite comme de gauche, en visite ce jour-là à l'usine. Tous vantaient les mérites des investisseurs et des dirigeants. « On a sauvé Brandt », tel était le discours partagé entre le président socialiste de la Région, le maire d'Orléans Grouard, Montebourg, Hollande et

d'autres.

Et voilà que dix mois après, le groupe d'électroménager a déclaré « traverser une période financière difficile et manquer de liquidités au point de ne pas pouvoir verser les salaires de septembre ». C'est précisément pour cette raison qu'il a demandé le 1^{er} octobre son placement en redressement judiciaire devant le tribunal des affaires économiques de Nanterre.

Le groupe emploie 750 personnes en France et compte deux usines de production : une à Saint-Jean-de-la-Ruelle et l'autre à Vendôme, dans le Loir-et-Cher. En 1982, Thomson-Brandt et Thomson-CSF avaient été nationalisées par le gouvernement de Pierre Mauroy avant d'être revendues



en 1992 à El.Fi, filiale du groupe italien Elettro Finanziaria S.p.A. Puis l'entreprise, après avoir changé de nom et de propriétaires de nombreuses fois entre 1992 et 2005, avant d'être nommée FagorBrandt, filiale française du groupe Fagor. C'est le même FagorBrandt, employant 1800 salariés, que l'on a vu annoncer son dépôt de bilan en novembre 2013, être mis en liquidation judiciaire en avril 2014 et cédé au conglomérat Cevital, le premier groupe privé algérien.

Comme à chacun des nombreux changements de propriétaire qu'a connus

l'usine, ses dirigeants versent des larmes de crocodile sur leurs difficultés financières. Bien sûr, les travailleurs n'ont eu aucune voix au chapitre. Mais ce sont eux qui payent par les suppressions d'emploi, les licenciements d'intérimaires largement utilisés pendant de nombreuses périodes, voire par les menaces d'arrêt de production et de non-paiement des salaires.

Comment accepter que des milliers de travailleurs puissent être achetés et revendus comme de vulgaires marchandises ?

Correspondant LO

TI SNCF – Rennes : débrayage pour les nouveaux embauchés

Au Technicentre Industriel de Rennes, qui compte 400 salariés, une cinquantaine de cheminots ont débrayé jeudi 16 octobre suite aux promesses non tenues de la direction.

Dans ces ateliers où est réalisée la maintenance des freins, la SNCF a fait signer des contrats de CDI intérimaire à dix ouvriers en formation, à qui elle a promis verbalement une embauche. La direction avait aussi promis un salaire de 1 700 euros net.

Mais le 16 octobre, en guise de bienvenue, les nouveaux collègues ont découvert que le salaire proposé était de 100 à 150 euros

inférieur à ce qui avait été annoncé.

Un large sentiment d'injustice a poussé une équipe de travailleurs à débrayer en soutien à l'une d'entre eux. Très vite rejoints par d'autres, ces cheminots voulaient que la direction tienne sa promesse de 1 700 euros net par mois pour les nouveaux. Certains, pas payés autant, étaient bien convaincus que 1 700 euros net, ce n'est déjà

pas suffisant pour vivre.

La directrice a dû venir s'expliquer et se justifier. Elle s'est défaussée en agitant le spectre de la concurrence, n'hésitant pas à prétendre que celle-ci pourrait rafler la moitié de la maintenance des pièces de trains d'ici 2032... Et de jouer la fibre cocardière, parlant des « concurrents allemands » qui auraient ouvert « une usine en Tchéquie »... Comme si tous les trains de France allaient devoir confier la maintenance de leurs freins au seul TI de Rennes !

Nombre de travailleurs



du Technicentre se souviennent du déménagement qui, il y a dix ans, les a menés du centre-ville vers la banlieue, une belle opération immobilière pour la SNCF. Au passage, c'est 200 postes au bas mot qui avaient été supprimés. Et autour, dans tous les secteurs de la SNCF, les suppressions d'emploi continuent. Alors, quand la direction prétend maintenir les salaires au plus bas pour sauvegarder les emplois au TI, cette hypocrisie a bien du mal à passer. En outre, la concurrence a vraiment bon dos. Là où il n'y en avait pas, la SNCF a créé des filiales pour y transférer des cheminots sur des contrats moins avantageux. Invoquer cette concurrence

n'est qu'un faux nez pour faire diminuer les salaires et un des moyens par lesquels la SNCF a réalisé un milliard de profits au premier semestre 2025.

Cette fois-ci, des cheminots ont relevé la tête face à une direction qui augmente les cadences et cherche à faire rentrer tout le monde dans le rang. Devant la contestation, celle-ci a finalement dit vouloir faire un geste et rehausser un peu le salaire des nouveaux embauchés. Ce succès est à mettre au compte de la mobilisation et de la solidarité, et si les débrayages deviennent « rentables », il est possible que les cheminots en augmentent la cadence.

Correspondant LO

Apprentis : dépouillés par l'État

Le salaire net des apprentis risque de baisser, et pas qu'un peu. Dans son projet de budget 2026, le gouvernement Lecornu prévoit de supprimer totalement l'exonération de cotisations sociales salariales dont ils étaient l'objet.

Ainsi au premier janvier 2026, le salaire net

mensuel de ces jeunes en formation serait réduit d'un montant situé entre 101 et 188 euros suivant leur âge et leur année d'apprentissage. Par exemple, en 1^{ère} année d'apprentissage, un ou une jeune de 18 ans verrait son salaire passer de 486 à 385 euros, c'est-à-dire subir une baisse de plus de 20 %. En

3^e année, à 20 ans, le salaire diminuerait de 1 144 à 956 euros, soit une baisse de 16,5 %.

Lecornu veut remplir les caisses de la Sécurité sociale, non pas en prenant dans celles du grand patronat, mais dans les poches des apprentis.

P. R.

Arabelle – Belfort : grève après le refus d’une prime

En octobre 2024, les travailleurs des ateliers d’Arabelle Solutions de Belfort, la partie General Electric Power reprise par EDF, s’étaient mis en grève contre l’inégalité des primes de fin d’année.

La direction proposait alors une prime de 70 euros pour les ouvriers... quand elle proposait des primes allant jusqu’à 20 000 euros pour les cadres ! À la suite de cette grève, une prime de 1 000 euros brut avait été obtenue pour les ouvriers avec la promesse de renouveler le paiement d’une prime chaque année.

Cette année, chacun dans les ateliers s’attendait donc à l’annonce de la prime. Lundi 13 octobre, la nouvelle circulait que la direction proposait d’envisager des primes pour 2026, 2027, 2028, mais rien pour 2025. Dès le lendemain,

des travailleurs de l’atelier Alternateurs se réunissaient et passaient discuter avec leurs camarades en vue de protester. L’après midi, ils se retrouvaient à près d’une centaine dans la cour de l’usine, après être montés à la direction, et bloquaient les véhicules à une entrée du site par un piquet de grève. Une turbine de type Arabelle qui devait être transportée par un convoi exceptionnel était bloquée.

La grève a continué toute la semaine suivante. Dès lundi 20 octobre, la CGT, qui avait condamné cette grève démarrée sans les syndicats,

a fait pression pour que les grévistes libèrent la turbine. Finalement, cette proposition de la CGT était acceptée, mais la direction restait sourde jusqu’au mercredi 22 octobre. Dans une première réunion de négociation, la seule proposition du patron étaient une prime de 700 euros; il refusait en même temps de s’engager sur un protocole de fin de conflit et le paiement éventuel des heures de grève.

Face au refus des grévistes, le vice-président France d’Arabelle Solutions, accompagné de la DRH centrale, sont venus le lendemain rencontrer les grévistes et une négociation s’est tenue devant une cinquantaine de salariés ayant envahi la



salle. La seule proposition était cette fois une prime de 800 euros et un seul jour de grève payé, et vendredi 24 matin, cette proposition était refusée par les grévistes. Ceux-ci sont montés à 50 à la direction, demandant une prime de 2 000 euros net et le paiement des heures de grève et laissaient à la direction un délai de deux heures pour sa réponse qui a été un refus. Des gardes ont été mis en place, suivant les déplacements des grévistes tandis qu’un huissier faisait son apparition.

Pendant le week-end, six

militants CGT et deux salariés ont été assignés. Lundi 27 au matin, malgré la pluie et le vent, une quarantaine de grévistes étaient toujours présents au piquet de grève, décidés à continuer le mouvement. Le lendemain, huit salariés dont six délégués CGT, étaient assignés en justice au tribunal de Belfort. Devant le tribunal, environ 70 personnes se sont rassemblées, militants syndicaux mais aussi simples travailleurs qui ont montré leur soutien aux grévistes pendant que la grève continuait.

Correspondant LO

Novasco – Hagondange : 450 emplois liquidés

Vendredi 31 octobre, le tribunal de commerce de Strasbourg doit statuer sur l’avenir du groupe Novasco.

Le plus gros site du groupe, qui compte 450 salariés à Hagondange en Moselle, vient de voir le dernier repreneur en lice, Metal Blanc, jeter

l’éponge. Quelques espoirs de reprise demeurent pour les trois autres sites du groupe. Mais en onze ans, quatre repreneurs se sont succédé à la tête du groupe Ascometal, devenu l’an dernier Novasco. Pas moins de 205 millions d’aides publiques de l’État ont été engloutis

pour aider ces repreneurs, sans compter les aides publiques régionales ou locales. Pour les travailleurs, chaque reprise s’est traduite par un gel des salaires, des départs non remplacés avec une surcharge de travail pour ceux qui restaient, sans qu’aucun investissement

ne soit réalisé. Cette fermeture promise est un drame non seulement pour les 450 salariés d’Hagondange mais aussi pour tous les sous-traitants et les emplois induits de la région. Et voilà qu’aujourd’hui, Metal Blanc lâche l’affaire et explique qu’une des raisons de son

abandon est un climat social « tendu » !

La seule chose que n’auraient pas volé tous ces repreneurs serait un climat social « très tendu » au point de les obliger à payer toutes les conséquences de leurs décisions.

Etienne Hourdin

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l’Union communiste internationaliste

L’Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu’organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l’humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l’épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l’anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l’égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n’ont aucun intérêt personnel au maintien de l’actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l’État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n’ont pas de patrie et qu’un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s’affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n’avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d’Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 0148 108620 – SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) – Dépôt légal octobre 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C’est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l’ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l’adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d’indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l’envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d’impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d’impôts de 200 euros, à condition que l’impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n’ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L’association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L’article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d’une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L’article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l’article 11-4 sont punis d’une amende de 3 750 euros et d’un an d’emprisonnement ».



Bulletin d’abonnement

Je souhaite m’abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l’ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Côte d'Ivoire : continuité au service de l'impérialisme

En Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara a été élu pour un quatrième mandat à la présidence de la République. Il pourra ainsi continuer à servir les intérêts de l'impérialisme français et des classes aisées ivoiriennes.

Cette victoire a été acquise d'autant plus facilement que Ouattara avait pris soin d'éliminer au préalable ses principaux concurrents du scrutin. Ceux-ci, Laurent Gbagbo, Tidjane Tiam, Guillaume Soro, n'ont pas manqué de se plaindre du manque de démocratie. Mais quand eux-mêmes étaient au pouvoir, comme président de la République, Premier ministre ou ministre, ils ont tous mené la même politique, faite de complaisance envers les intérêts des capitalistes français ou ivoiriens et de brutalité envers les classes populaires.

À Abidjan, la capitale économique du pays, les quartiers populaires sont systématiquement démolis pour faire place à des immeubles destinés aux classes aisées. Lors de ces « déguerpissements », les habitants voient arriver à l'aube les bulldozers encadrés par les forces de répression, et n'ont qu'un bref répit pour embarquer

leurs affaires et se réfugier chez des amis ou parfois simplement dans la forêt. L'exploitation n'a pas de limite. Dans leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI – UCI) donnent ainsi l'exemple de ce qui se passe dans une petite usine de la zone industrielle de Yopougon où l'on broie les bidons en plastique : « *Nous travaillons du lundi au samedi, parfois le dimanche. Sur le papier, nous travaillons huit heures mais sur le terrain, ça dépend de l'arrivage des bidons. Donc, nous savons quand commence le travail mais personne ne sait quand il se terminera. Cela dépend uniquement du bon vouloir du patron... Nous travaillons tous au noir, sans contrat de travail. On n'a ni équipement de protection, ni vestiaires. La plupart d'entre nous travaillent sous le soleil et la pluie. C'est l'exploitation à ciel ouvert.* » Et quand les

travailleurs revendiquent, on leur envoie les forces de répression.

Cette exploitation des classes pauvres, les trusts français en profitent largement. Leur influence n'a fait que croître depuis le premier mandat de Ouattara. On compte aujourd'hui 1 000 entreprises françaises implantées en Côte d'Ivoire contre seulement 600 en 2011. Auchan, Carrefour, Decathlon sont omniprésents. Bouygues construit le métro d'Abidjan aux côtés d'Alstom et de Keolis. Le tapis rouge est déployé pour les trusts français. C'est en quelque sorte un retour

d'ascenseur de la part de Ouattara, qui doit son accession au pouvoir en 2011 à l'intervention de l'armée française dont les hélicoptères avaient bombardé pendant plusieurs nuits le palais présidentiel où s'était réfugié son rival Gbagbo, à l'issue d'une guerre civile

qui avait coupé le pays en deux et fait des milliers de morts dans la population civile.

À l'issue de ces élections, c'est toujours le même président, mais surtout toujours la même dictature contre les pauvres.

Daniel Mescla



Démolition d'habitations dans le quartier de Gesco Yopougon, à Abidjan, en 2024.

ABIDJAN.NET

Cameroun : simulacre d'élection

Paul Biya a été réélu le 26 octobre président de la République du Cameroun pour un huitième mandat. Un tel dictateur n'organise pas des élections pour les perdre.

Alors que les premiers résultats semblaient donner vainqueur son principal adversaire Issa Tchiroma Bakary, Biya a finalement été proclamé vainqueur par le chef du Conseil constitutionnel qu'il avait nommé. Des manifestations ont aussitôt enflammé les principales villes du pays et l'intervention des forces de répression s'est soldée par au moins une dizaine de morts.

Paul Biya est le plus ancien des dictateurs africains mis en place par la France. Il avait succédé en 1982 à Ahmadou Ahidjo, qui avait été, avec l'aide de l'armée française, l'organisateur de la sanglante répression menée contre l'Union des populations du Cameroun (UPC), le mouvement populaire qui tentait d'imposer

une véritable indépendance par rapport à l'impérialisme français. C'est à ce prix que le Cameroun est resté dans l'orbite de la France, et pendant ses 42 ans de règne, Biya ne s'est pas écarté de cette ligne. Tout au plus d'autres intérêts, américains et chinois en particulier, ont-ils pris pied dans le pays. La société franco-britannique Perenco revendique la première place dans l'exploitation pétrolière et gazière, la compagnie chinoise Sinosteel vient d'ouvrir une nouvelle mine de fer, sans oublier les multinationales d'exportation de bois précieux dont le Cameroun est un des premiers producteurs. Le prix en est une dictature impitoyable sur la classe ouvrière.

Paul Biya fait aujourd'hui

figure de véritable dinosaure. Les Camerounais ne le voient presque jamais et il vit la plupart du temps à Genève, où il réside à l'hôtel Intercontinental. Dans le pays, son clan, dont il a fait la fortune en pillant les biens publics, assure la pérennité du système avec l'aide de la hiérarchie militaire. Sans doute les pays impérialistes, dont les ambassadeurs se sont abstenus de paraître à la cérémonie de proclamation des résultats, préféreraient-ils quelqu'un de plus reluisant, mais son opposant n'est guère plus présentable. Issa Tchiroma Bakary fut plusieurs fois ministre, et à ce titre il est complice des détournements de fonds publics et des crimes de Biya.

Pour la classe ouvrière camerounaise, pour celles et ceux qui manifestent aujourd'hui, il n'y a clairement rien à attendre de tous ces prédateurs.

D. M.

OMS : coupes budgétaires criminelles

Suite à la diminution des contributions de plusieurs pays, le budget de l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, est en forte baisse, avec des conséquences dramatiques dans les pays les plus pauvres.

Si, en janvier, Donald Trump a bruyamment annoncé le retrait des États-Unis de l'OMS, alors qu'ils étaient le premier contributeur à son budget, plusieurs autres États font de même plus discrètement, notamment pour financer leurs dépenses militaires croissantes. Ainsi, le budget consacré aux urgences sanitaires a diminué de 40 % entre 2024 et 2025.

L'OMS annonce qu'elle va devoir choisir à qui elle fournira son aide parmi les 300 millions de personnes dans le monde qui en ont besoin en urgence, qu'elle devra se concentrer sur les situations les plus critiques. En conséquence, plus de 5 600 établissements de santé ont déjà dû réduire leurs activités, et plus de 2 000 ont fermé, ce qui a restreint l'accès aux soins de 53 millions de personnes.

L'organisation s'inquiète en particulier pour

les populations des pays les plus pauvres, comme la République démocratique du Congo, qui subit une nouvelle épidémie du virus Ebola, le Soudan, ou Haïti, où une grande partie de la population ne peut accéder à quelques soins de santé que grâce à l'aide de l'OMS ou d'organisations humanitaires.

Les moyens consacrés à la santé de la population mondiale sont une variable d'ajustement pour les dirigeants de ce monde, qui peuvent les interrompre à tout moment. Même la pandémie de Covid, qui a rappelé à toute la planète que les virus ne s'arrêtent pas aux frontières, ne les a pas amenés à se préoccuper un minimum de l'accès des populations aux vaccins et aux soins. Voilà qui montre à quel point ce système est malade.

Hélène Comte